



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE - CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 28/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEVIA

ZI du Petit Parc - Voie C
Rue des Fontenelles
78920 Ecquevilly

Références : 0006700676_2024_11_04_SEVIA_Rixheim_Rétention
Code AIOT : 0006700676

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2024 dans l'établissement SEVIA implanté GARE SNCF 68170 Rixheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'accident de Rouen, survenu en 2019 et impliquant un établissement Seveso Haut lors duquel il est apparu que les rétentions étaient insuffisantes pour récupérer les écoulements accidentels survenus lors de l'accident. Ainsi l'Inspection mène en 2024 une action nationale visant notamment à vérifier la conformité des dispositifs de rétention en cas d'épandage accidentel afin d'éviter des pollutions accidentelles des eaux et des sols.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEVIA
- GARE SNCF 68170 Rixheim
- Code AIOT : 0006700676
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site SEVIA de Rixheim est une station de transit d'huiles usagées, collectées notamment dans des garages et des industries dans le secteur, stockées sur site puis acheminées vers une usine de traitement en vue d'être revalorisées.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2024 «Rétention et confinement des eaux d'extinction»
- Installations contrôlées: les installations contrôlées sont précisées dans les points de constat.
- Référentiels utilisés:
 - Arrêté ministériel du 04 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
 - Arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, en lien avec la rubrique n°3550 pour laquelle le site est soumis,
 - Arrêté préfectoral du 18 octobre 2018 portant prescriptions complémentaires à la société SEVIA, Gare SNCF, rue Landrin à Rixheim (68170) en référence au titre VIII du Livre I et au titre Ier du livre V du code de l'environnement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de

- se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- «Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète» : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Procédure d'isolement du réseau	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Article VIII alinéa 3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Maintenance des organes de confinement	Arrêté Préfectoral du 18/10/2018, article 11	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
5	Confinement de l'aire de dépotage	Arrêté Préfectoral du 18/10/2018, article 10 alinéas 4 et 5	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
4	Adéquation des volumes de confinement au besoin	Arrêté Préfectoral du 18/10/2018, article 10 alinéa 1er	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté des non-conformités sur la maintenance des organes de confinement, ainsi que sur les volumes de la rétention de l'aire de dépotage. De plus il n'existe pas de procédure spécifique en cas d'incident.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Autre, plan des réseaux
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à jour les documents suivants [...] le plan des réseaux [...], ainsi que, le cas échéant, l'implantation de dispositifs de déclenchement ou obturation [...]
Constats : Il est présenté à l'inspection des installations classées le plan des réseaux du site, comprenant les rétentions des citernes contenant les huiles usagées. Le plan comprend également les équipements entrant en jeu dans la rétention de l'aire de dépotage et de chargement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Procédure d'isolement du réseau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Article VIII alinéa 3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : [...]Des procédures sont prévues et des dispositions techniques prises pour gérer les émissions incidentelles ou accidentelles dues à des débordements [...], ou provenant de vannes de sécurité.[...]
Constats : Il est présenté à l'inspection des installations classées la consigne de chargement / déchargement sur le site de Rixheim ; la seule remarque concernant un éventuel incident stipule que "en cas d'écoulement ou de déversement, de l'absorbant est disponible dans le bac "absorbant". La présence d'un tel bac (contenant des produits et papiers absorbants) a été constatée lors de la visite d'inspection. Par mail du 17 mai 2024, l'exploitant déclare que "Lors de tout incident, il est systématiquement réalisé un nettoyage de séparateur afin de garantir la conformité des eaux en sortie et le bon fonctionnement de l'outil". De plus l'exploitant propose d'intégrer cet aspect lors de la rédaction du plan d'intervention incendie à venir Il est donc constaté qu'il n'existe pas de procédure particulière en cas d'incident, ce qui constitue une non-conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Maintenance des organes de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2018, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : [...]Le séparateur d'hydrocarbures est nettoyé par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins deux fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Constats :
Il est présenté à l'inspection des installations classées le rapport d'activité du prestataire effectuant l'entretien du séparateur hydrocarbure. Ce document est en date du 25 avril 2024. L'exploitant transmet par mail du 22 mai 2024 les rapports d'activité des deux dernières années, les entretiens ont eu lieu le 21 décembre 2022 ,le 04 avril 2023, le 08 août 2023, le 30 octobre 2023, et la dernière en date le 25 avril 2024. La périodicité biannuelle est donc respectée.
En revanche l'exploitant ne dispose pas de document justifiant de la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur, ce qui constitue une non-conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Adéquation des volumes de confinement au besoin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2018, article 10; alinéa premier
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : « I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.[...]
Constats : Concernant les rétentions des 5 cuves contenant les huiles usagées, elles sont disposées dans une rétention bétonnée, d'un volume de 176 m ³ (pour une contenance en huile d'un maximum de 154m ³) (volumes déclarés par l'exploitant, sur la base du plan d'exploitation). La rétention ainsi que les cuves sont soumises à un contrôle visuel mensuel, consigné dans des fiches de vérification ; ces dernières sont présentées à l'inspecteur. La rétention permet donc de stocker plus de 100 % du volume total stocké.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 5 : Confinement de l'aire de dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2018, article 10, alinéas 4 et 5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : « IV. Les aires de chargement et de déchargement sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.»
Constats : Concernant l'aire de dépotage, lors des transferts de fluides entre les camions et les cuves, des incidents peuvent se produire. L'exploitant déclare que le volume maximal d'un camion citerne est de 10 m ³ .

L'étude de dangers de 2011 stipule que "Actuellement, l'aménagement de la zone ne permet pas de recueillir ce volume une fois la mise en rétention déclenchée par l'obturateur automatique du séparateur d'hydrocarbures. Pour augmenter ce volume, la société SEVIA a décidé de la mise en œuvre de bourrelets d'enrobé en limites de la zone de dépotage. La hauteur du bourrelet sera de 10 cm, permettant de collecter, sur l'ensemble de la surface, un volume de 10 m³. En cas d'afflux massif d'huiles usagées, l'obturateur automatique du séparateur d'hydrocarbures se déclenche et permet la mise en rétention de la zone."

Il est constaté au jour de la visite que ces travaux n'ont toujours pas été réalisés rendant ainsi l'aire de dépotage non conforme vis-à-vis de la rétention qui y est associée. De plus, l'exploitant ne dispose pas de la valeur de la rétention maximale absorbable par le séparateur hydrocarbure.

L'exploitant déclare que ces travaux sont à l'ordre du jour et que la recherche de fournisseurs est d'ores et déjà en cours.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois